

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU COMITE SYNDICAL
SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le douze du mois de décembre le Comité Syndical dument convoqué s'est réuni en son siège social sous la présidence de Monsieur Bernard GAUFFRETEAU, Président.

Date de la convocation : 1 ^{er} décembre 2025	Nombre de délégués en exercice : 34 Présents : 20 Absents excusés : 16 Absents : 0 Votants : 21 (dont 1 pouvoir)
--	--

PRESENTS :

M. AUBRUN Thomas ; M. BARREAU Dominique ; M. BICHOT Sébastien (suppléant) ; M. CHEVALLIER Jérémy ; Mme CORLAY-QUESTEL Christiane ; M. DANGER Jean-Louis ; M. DORET Michel ; M. GAUFFRETEAU Bernard ; Mme GELÉE Maryline ; M. JOZEAU Jacky ; M. MONTIBERT Jean-Paul (suppléant) ; M. NERBUSSON Joël ; M. NOIRAUD Bernard ; M. PILLOT Jean ; M. POUPIN Pascal ; M. QUINAULT Sébastien (suppléant) ; M. RENAUD Denis ; M. SOULARD Claude ; M. THOMAS Patrice ; M. WANLIN Jean-Michel.

ABSENTS EXCUSES :

Mme BAUDELLOT Chantal ; M. BICHON Laurent ; M. CESBRON Patrice ; M. CHARBONNEAU Claude ; M. CHAUVIN Hervé ; M. DABIN Michel ; M. DUPAS Bruno ; M. LIGNE Alain ; M. MOTARD Jérôme ; Mme NOLOT Monique ; M. POYAUX Jean-Michel ; Mme RICHARD Françoise ;
M. AIGUILLON Mickaël est remplacé par M. QUINAULT Sébastien ;
M. FUZEAU Bruno est remplacé par M. MONTIBERT Jean-Paul ;
M. WOJTCZAK Richard est remplacé par M. BICHOT Sébastien ;
M. JEUDI Daniel a donné pouvoir à M. PILLOT Jean ;

ABSENTS :

Secrétaire de séance : M. NERBUSSON Joël

ADMINISTRATION GENERALE MODIFICATION DES STATUTS DU SEVT

Monsieur le Président expose que les statuts actuels du SEVT prévoit deux vice-Présidents dans l'organisation du SEVT, un par Unité de Distribution (du Thouarsais et de Seneuil).

Compte tenu des enjeux environnementaux liés à la qualité de l'eau et du futur accord de territoires, il propose que le SEVT se dote d'un troisième vice-Président qui sera affecté à cette problématique.

Il rappelle la procédure :

Conformément à l'article L.5211-20 du CGCT :

- Le projet de statuts modifiés sera **transmis à l'ensemble des collectivités membres** ;
- Celles-ci disposeront d'un **délai de 3 mois** pour se prononcer ;
- Passée cette échéance, leur décision sera réputée **favorable**.

Ainsi il est proposé au comité syndical de modifier l'article 7 et d'adopter le projet de statuts annexé à la présente délibération :

Vu :

- le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-20 et L.5711-1 relatifs aux syndicats mixtes fermés ;
- les statuts en vigueur du SEVT ;
- la nécessité d'adapter les statuts du syndicat pour la modification de la composition du bureau
- le projet des statuts modifiés présenté en séance.

Considérant :

- que les statuts doivent être actualisés pour tenir compte des enjeux environnementaux liés à la qualité de l'eau et le futur contrat de territoires et de dédier un vice-Président à cette problématique
- qu'en application de l'article L.5211-20 du CGCT, toute modification statutaire doit être approuvée par les collectivités membres, selon les règles de majorité fixées par la loi ;
- qu'il appartient au Comité syndical d'adopter un projet de statuts modifiés avant transmission aux membres ;
- que les nouvelles dispositions statutaires visent à améliorer le fonctionnement, la transparence et l'efficacité du service public de l'eau potable.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés

- ✓ DECIDE la modification des statuts du SEVT et notamment de :

Article 7 :

Le Comité Syndical élit en son sein un bureau de 14 membres titulaires composé de :

- **1 Président**
- **3 vice-Présidents**
- **10 membres**

- ✓ RAPPELLE QUE :

Conformément à l'article L.5211-20 du CGCT :

- le projet de statuts modifiés sera **transmis à l'ensemble des collectivités membres** ;
- celles-ci disposeront d'un **délai de 3 mois** pour se prononcer ;
- passée cette échéance, leur décision sera réputée **favorable**.

Les statuts modifiés entreront en vigueur :

- après approbation par les collectivités membres selon la majorité requise ;
- puis après **contrôle de légalité** par le Préfet.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,
Bernard GAUFFRETEAU

